Chambre des Représentants.

SESSION DE 1884-1885.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JUILLET.

FEUILLETON AU 43 AOUT 4885.

I. PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	1707.	Par pétition datée de Bruxelles, le 30 juin 1885,
	1719 .	Le sieur Blontrock, instituteur communal, à Lacken,
	1728.	prie la Chambre de modifier le 2º alinéa de l'article 4
	1733.	de la loi du 31 mars 1884 relative aux dispositions
	1744.	complémentaires de la loi du 16 mai 1876, sur les
	1774.	pensions des professeurs et instituteurs communaux.
		Même demande de membres du personnel ensei-

Même demande de membres du personnel enseignant des écoles communales de Gembloux; du sieur Gaupin, instituteur, à Herbeumont; de la dame Théry, ancienne institutrice, à Saint-Gérard; du sieur Tichon, à Furnes; de la demoiselle De Ketelaere, des dames Deetens et Herrebaudt, à Furnes; du sieur Van Gassen, à Vesqueville; d'instituteurs à Monceau et Petit-Fays; du sieur Vanhaecht, à Laeken; du sieur Detal, instituteur communal, à Willerzée.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

2. 1708. Par pétition datée de Saint-Gilles, le 29 juin 1885, Le conseil communal de Saint-Gilles demande l'institution d'un conseil de prud'hommes, à Ixelles.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros du feuilleton Numéros du registre depétitions.

1709.

3.

Par pétition datée de Saint-Gilles, le 29 juin 1885, Le conseil communal de Saint-Gilles demande le rachat et l'approfondissement du canal de Bruxelles

rachat et l'approfondissement du canal de Bruxelles au Rupel et sa transformation en canal maritime.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

4. 1711. Par pétition datée de Houdeng-Gægnies, le 30 juin 4885,

Le conseil communal de Houdeng-Gægnies demande le transfert en cette commune du siège de la justice de paix du Roeulx.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

5. 1714. Par pétition datée de Moorslede, le 2 juillet 1885,

Le sieur Goderis, à Moorslede, se plaint d'avoir été condamné injustement à une amende et demande une enquête à ce sujet.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

6. 1715. Par pétition datée d'Oedelem, le 2 juillet 1885.

Le sieur Borreye, instituteur communal, à Oedelem, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le payement du traitement auquel il prétend avoir droit.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

7. 1716. Par pétition datée de Bastogne, le 1er juillet 1885,

Des habitants de Bastogne prient la Chambre de voter un projet de loi qui enlève la police de la capitale à son bourgmestre.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

8. 1717. Par pétition datée de Bruxelles, le 3 juillet 1885,

Des membres de la Société évangélique prient la Chambre d'autoriser le Gouvernement à appliquer à l'église chrétienne missionnaire belge, la disposition de la loi du 4 mars 1870, sur le temporel des cultes.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Justice,

[N° 228.]

Numéros du feudleton. Numéros du registro des pétitions.

9.

1718.

Par pétition datée de Bruges, le 2 juillet 1885,

Les président et secrétaire de la section du « Davidsfonds », à Bruges, prient la Chambre d'émettre un vote favorable au projet de Bruges-port de mer.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

10. 4721. Par pétition datée de Necr-Oeteren, le 31 mai 4885,

(5)

Les administrations communales de Neer-Oeteren, Rothem, Eclen, Dilsen et Stockheim demandent la prompte exécution de la route de Neer-Oeteren à Rothem, par la station d'Eelen du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

11. 1722. Par pétition datée de Trognée, le 4 juillet 1885,

Le sieur Meureaux, à Trognée, réclame itérativement une indemnité pour la dépréciation que sa propriété aurait subie par suite du surélévement de la route de l'État dans cette commune.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

12. 1724. Par pétition datée de Furnes, le 6 juillet 4885,

Le sieur Vande Woude, à Furnes, réclame l'intervention de la Chambre afin d'être secouru par le bureau de bienfaisance de cette localité.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

13. 1725. Par pétition sans date,

Des habitants de la Flandre occidentale prient la Chambre de réduire le droit de patente sur les moulins à vent.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Finances en recommandant l'objet de la pétition à son bienveillant examen.

Numéros du feuilleton Numéros du registre des pétitions.

14. 1726.

Par pétition datée de Fleurus, le 7 juillet 1885,

Le sieur Scouvart, à Fleurus, prie la Chambre de créer un commissariat de police dans cette ville.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

45. 4731. Par pétition datée d'Oostacker, le 41 juillet 1885,

La dame Van Damme, à Oostacker, demande la restitution des deux cents francs qu'elle a versés pour le remplacement de son fils.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

16. 1732 Par pétition datée de Laeken, le 12 juillet 1885,

La dame Rampelbergh, à Laeken, demande à rentrer
dans ses droits à la succession de la dame Baert.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

17. 1734. Par pétition datée d'Arlon, le 8 juillet 1885,

Les président et secrétaire de la « Chambre de commerce et des fabriques d'Arlon » appuient la pétition de l'Union syndicale de Verviers tendant à obtenir la diminution des frais de recouvrement des petites créances.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

18. 1737. Par pétition datée d'Achel, le 12 juillet 1885,

Des membres du conseil communal d'Achel prient

1745. la Chambre de rejeter la demande tendant à obtenir le transfert de la justice de paix d'Achel à Neerpelt.

Même demande du conseil communal à Hamont.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

19. 1738. Par pétition datée de Gand, le 14 juillet 1885,

La dame Pauwelz, ancienne institutrice en chef, à Rousbrugge, en disponibilité, à Gand, demande un traitement d'attente.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

20. 1740. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 juillet 1885, Des fabricants de ciment portland de diverses loca-

[A° 228.]

Numéros Numéros du du registre des feuilleton, pétitions.

lités demandent la substitution du ciment portland au trass, dans les trayaux de l'État.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

24. 1742. Par pétition datée de Charleroi, le 15 juillet 1885,

Des habitants de Charleroi se plaignent de détournements commis à leur préjudice et réclament l'intervention de la Chambre pour qu'il soit fait justice.

Décision : Renvoi à M. Ministre de la Justice.

22. 1743. Par pétition datée de Jemappes,

La dame Laurent, à Jemappes, se plaint de la dépréciation que sa propriété aurait subic, par suite de travaux exécutés, en 1883, à un pont sur la Haine.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

23. 1746. Par pétition datée de Bruges, le 16 juillet 1885,

Le sieur Maertens, à Bruges, se plaint de la lenteur
mise par les curateurs à la liquidation de la faillite

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

24. 1747. Par pétition datée de Bruxelles,

Dujardin.

Des ouvriers, à Bruxelles, demandent l'institution d'une surveillance spécialement chargée d'empêcher la falsification du genièvre et autres boissons aromatiques.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Finances.

25. 1750. Par pétition datée d'Eugies, le 17 juillet 1885,

Le sieur Castiau, à Eugies, milicien de la classe de 1884, se plaint itérativement du retard apporté par le Ministère des Finances à lui transmettre son livret de la Caisse d'épargne.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Finances.

26. 1752. Par pétition datée d'Anvers, le 17 juillet 1885,

Les président et secrétaire de la « Société commerciale, industrielle et maritime d'Anvers » appuient la demande en concession d'un chemin de fer de

Numéros du feuilloton. Numéros du registre des pétitions.

Bruxelles à Mayence, faite par MM. van der Straeten-Ponthoz.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

27. 1753. Par pétition, sans date,

Le sieur Vaujot se plaint de la lenteur que l'on met généralement dans la liquidation des faillites.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

28. 4756. Par pétition datée de Charleroi, le 21 juillet 1885, Le sieur Menard, à Charleroi, se plaint d'avoir été indûment soumis au droit de patente.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

29. 1757. Par pétition datée de Gyverinchove, le 19 juillet 1885,

Des membres du conseil communal de Gyverinchove réclament l'intervention de la Chambre afin que les décisions du conseil communal ne soient soumises à l'approbation de l'autorité supérieure qu'après que la rédaction en ait été approuvée par le conseil communal même.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

30. 1758. Par pétition datée d'Arlon, le 8 juillet 1885,

Les président et secrétaire de la « Chambre de commerce et des fabriques d'Arlon » présentent des considérations contre les réclamations des métallurgistes tendant à obtenir la substitution de la bille métallique à la bille en bois.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

31. 1759. Par pétition datée de Gand, le 19 juillet 1885,

Les président et secrétaire du « Snellaertskring », à Gand, se plaignent de ce que les dispositions des articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 54 mai 1885, relatif aux prescriptions pharmaceutiques, ne reçoivent pas leur application.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

(7)

Numéros du feuilleton. Numéros du registredes pétitions.

52. **1760**.

Par pétition datée de Hingene,

Des habitants de Hingene demandent l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.

Décision : Ordre du jour.

33. 1766. Par pétition en date du 20 juillet 1885,

Des habitants de Houdeng-Goegnies et de Houdeng-Aimeries demandent la fusion de ces deux localités en une seule commune.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

34. 1767. Par pétition datée de Gand, le 21 juin 1885,

Le sieur Oppe, à Gand, demande que l'État prenne le monopole des assurances contre l'incendie de la propriété bâtie.

Décision: Ordre du jour.

35. 1768. Par pétition datée de Courtrai, le 24 juillet 1885,

Le sieur Cruvenaer, à Courtrai, réclame contre la façon dont le dépôt de mendicité de Reckheim est administré.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

36. 4769. Par pétition datée de Messines, le 26 juillet 1885,

Le sieur Brabant, vicaire, à Messines, se plaint de ce que son droit d'électeur général soit contesté.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

37. Par pétition datée de Comblain-Fairon, le 26 juillet 1885,

Le sieur Bodson, ancien garde-tunnel, à Comblain-Fairon, demande une augmentation de secours.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

38. 4775. Par pétition datée de Paris, le 25 juillet 1885,

Le sieur Van Hecke, sujet belge, demeurant à Paris, demande à être indemnisé du chef de dommages qu'il aurait subis pendant la guerre de 1870-1871.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Finances.

[N° 228.]

Numéros du feuilleton. Numéros du registre des pétitions. 4774.

39.

Par pétition datée de Lathuy, le 27 juillet 1885,

Le sieur Calonne, à Lathuy, demande que les professeurs de l'école militaire qui donnent des leçons préparatoires aux examens d'admission, ne soient plus admis à faire partie du jury.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

40. 1776. Par pétition datée de Bruxelles, le 23 juillet 1885,

(8)

Le sieur Francq, à Bruxelles, demande la suppression des tirs aux pigeons.

Même demande d'habitants de Bruxelles et de la banliene.

Décision : Ordre du jour.

41. 1777. Par pétition datée de Wyngene,

Le sieur Verhooghe, instituteur communal en disponibilité, à Wyngene, réclame l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir le payement d'une indemnité pour l'enseignement religieux qu'il a donné pendant l'année 1884.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

42. 1779. Par pétition datée de Tilleur, le 24 juillet 1885,

La dame Busselen, à Tilleur, se plaint des agissements d'un notaire de Geet-Betz.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

43. 1780. Par pétition datée de Florenville, le 16 juillet 1885,

Le sieur Blaise, facteur rural pensionné, à Florenville, demande une augmentation de pension.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

44. 1778. Par pétition datée de Somerghem, le 27 juillet 1885,

Le sieur Riems, à Somerghem, se plaint de ce que le commissaire de police et le garde champêtre de cette localité exercent un commerce.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

[Nº 228.]

II. PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION N'A NI STATUÉ, NI FAIT RAPPORT.

Numeros du	Numéros du registre des	
feuilleton. 45 .	pėtitimis. 1787.	Par pétition datée de Zwyndrecht, le 29 juillet 1885,
•		Le sieur Quintens, instituteur en disponibilité, à Zwyndrecht, réclame l'intervention de la Chambre, afin d'obtenir le payement de son traitement d'attente.
46.	1788.	Par pétition, sans date,
		Le sieur Hector se plaint de ce que l'on admette dans les écoles normales, épiscopales et agréées par le Gouvernement, des élèves ayant des défauts physiques qui les rendraient incapables de remplir leurs fonc- tions.
47 .	4789.	Par pétition datée de Bruxelles, le 28 juillet 1885,
		Des habitants de Bruxelles et de la banlieue demandent le déplacement du « Tir national » et sa réédification à Molenbeek-Saint-Jean.
48.	17 92.	Par pétition datée de Raevels,
		Le sieur Moonen, à Raevels, milicien de la levée de 1885, demande à être exempté du service militaire.
49.	17 94.	Par pétition datée de Contich, le 30 juillet 1885,
	18 16.	Le sieur Claes, instituteur communal en disponibi- lité, à Contich, prie la Chambre de modifier le 2º alinéa de l'article 4 de la loi du 31 mars 1884, sur les pensions des professeurs et instituteurs communaux. Même demande de la dame De Man, institutrice à Nieuport.
50 .	1798.	Par pétition en date du 31 juillet 1885, La dame André demande que son fils soit exempté du service militaire.
54.		Par pétition datée de Gand, le 31 juillet 1885, Les président et secrétaire du « Snellaertskring », à Gand, se plaignent de la situation faite à la langue néerlandaise en ce qui concerne la pharmacie.

Par pétition datée de Roulers, en juin 1885,

Des habitants de Roulers prient la Chambre d'accor,

52.

1801.

Numéros Numéros du du registro des fenilleton, pétitions,

der à la Cio Hauwaert, de Bruxelles, la concession d'un chemin de fer de Menin à Roulers et Ardoye.

Même demande d'habitants de Beythem.

53. 1805. Par pétition datée de Gouvy, le 2 août 1885,

Le sieur Klepper, à Gouvy, demande une indemnité pour le préjudice que lui cause la déviation de la route de Gouvy, à la gare de ce nom.

- 54. Par pétition datée de Thoricourt, le 2 août 1885,

 Le sieur Thumelaire, instituteur en disponibilité,
 à Thoricourt, demande itérativement un traitement
 d'attente.
- 55. 1805. Par pétition datée de Bruxelles, le 10 juillet 1885, Le sieur Devos, dramaturge, à Ixelles, se plaint des procédés et de la décision du jury du dernier concours triennal de littérature dramatique française.
- 56. 1806. Par pétition datée de Maescyck, le 3 août 1885,
 La demoiselle Timmermans, institutrice, à Maescyck,
 demande à rentrer dans ses droits à la pension.
- 57. 1808. Par pétition datée de Bruxelles,

Des membres de la Société « les Amis du travail », à Bruxelles, demandent la suppresson des tirs aux pigeons.

Même demande d'habitants de Bruxelles et de la banlieue.

58. 1814. Par pétition datée de Wauthier-Braine, le 30 juillet 1885,

Des habitants de Wauthier-Braine prient la Chambre de livrer à l'exploitation la ligne de Tubize à Brainel'Alleud passant par Wauthier-Braine.

- 59. Par pétition datée de Grune, le 6 août 1885, Le sieur Beckers, à Grune, demande que son fils soit exempté du service militaire.
- 60. 1819. Par pétition datée de Bruxelles, le 6 août 1885,
 Un membre du comité de la Société « De Distel »,
 à Bruxelles, se plaint de l'indifférence avec laquelle
 sont reçues les pétitions concernant la langue flamande.

(11) $[N^{\circ} 228.]$

Numéros du feuilleton. Numéros du registre des pélitions.

61.

1822. Par pétition datée de Saint-Gilles, le 30 juillet 1885,

Le conseil communal de Saint-Gilles prie la Chambre de faire exécuter le projet de dérivation de l'eau de l'Ourthe.

62. 4823. Par pétition datée d'Ixelles, le 8 août 4885,

1828. Le conseil communal d'Ixelles appuie la demande en concession d'un chemin de fer direct de Bruxelles à Mayence et Francfort-sur-Mein, faite par MM. les comtes vander Straeten-Ponthoz.

Même demande des présidents et secrétaires de l'association commerciale, maritime, industrielle et agricole de l'arrondissement d'Ostende et de la Ligue du commerce et de l'industrie de Gand.

63. 1825. Par pétition datée de Liége,

Le sieur Sacré, à Liége, demande la restitution du droit de patente qu'il a payé indûment de 1870 à 1879.

64. 1829. Par pétition datée de Rolleghem-Capelle, le 11 août 1885,

La dame Vanneste, ancienne institutrice, à Rolleghem-Capelle, réclame le payement de l'arriéré de son traitement et demande à rentrer dans ses droits à la pension.

65. 1830. Par pétition idatée de Lombeek-Sainte-Catherine, le 14 août 1885.

Le sieur Vanden Borre, garde-barrière, à Lombeck-Sainte-Catherine, demande une augmentation de salaire ou l'exemption d'un impôt.

66. 1833. Par pétition en date du 12 août 1885,

Le sieur Wiem prie la Chambre de prendre des mesures pour assurer le contrôle de la comptabilité communale et des établissements similaires.

67. 1834. Par pétition datée de Charleroi, le 12 août 1885,

Le conseil communal de Charleroi demande le rejet du projet de réforme électorale et la revision de l'article 47 de la Constitution. [N° 228.] (12)

Numeros du registre des potitions.

88. Numeros du registre des potitions.

Par pétition datée de Porcheresse, le 10 août 1885, Des membres du conseil communal de Porcheresse demandent l'établissement d'un chemin de fer reliant le Grand-Luxembourg à la ligne d'Athas à Gedinne.